

# Bâle-Ville va-t-il inscrire l'UE dans sa Constitution?

**VOTATION** Les électeurs de la cité rhénane doivent se prononcer ce dimanche sur une initiative cantonale destinée à pérenniser les bonnes relations avec ses voisins. Bâle-Campagne temporeuse

FRÉDÉRIC KOLLER

Le résultat de ce vote semble laisser peu de place au doute. L'initiative cantonale «Zämme in Europa» (Ensemble en Europe) a le soutien de tous les partis, sauf l'UDC, dans l'un des demi-cantons les plus europhiles du pays. Les habitants de Bâle-Ville sont appelés ce dimanche 28 septembre à modifier leur Constitution cantonale avec l'ajout du paragraphe suivant: «Le canton s'engage à maintenir des relations bonnes et stables entre la Suisse, ses pays voisins et l'Union européenne». Lancé par la section locale du Mouvement européen Suisse (MES), le texte signé par 3200 personnes puis soutenu par le gouvernement cantonal est soumis en un temps record au verdict des urnes. Son idée avait germé après l'échec des négociations sur un accord-cadre entre Berne et Bruxelles en 2021.

«Ce serait une première en Suisse qu'un canton inscrive l'ancre de la coopération avec ses pays voisins et l'UE dans sa Constitution», explique le président du MES, Eric Nussbaumer. Il existe en effet de nombreux accords transfrontaliers sectoriels ou cantonaux, mais aucun ne se réfère à Bruxelles. «L'idée est de conserver un cap européen, même si le gouvernement devait changer, ajoute le conseiller national socialiste. Pour une bonne relation avec les pays voisins, il faut aussi une bonne relation avec l'UE.» Depuis quelques mois, le contexte géopolitique est en effet plus favorable à un rapprochement avec l'Europe.

Les promoteurs du texte évoquent les 34000 frontaliers qui travaillent chaque jour à Bâle et le fait que 50% des exportations de Bâle-Ville prennent le chemin de l'UE. «L'initiative est un signal tant interne qu'externe», expliquait il y a peu à la *Basler Zeitung* la présidente du Comité d'initiative Sarah Wyss. Par «externe», il faut comprendre les régions voisines du Bade-Wurtemberg et d'Alsace, les pays voisins, aussi bien que les autres cantons suisses. Alors que les cantons doivent prochainement se prononcer sur le paquet d'accords négocié avec Bruxelles, les pro-européens espèrent susciter le débat et créer une dynamique positive.

## Différence d'attitude

Cela ne va pas encore de soi, comme le démontre le voisin Bâle-Campagne, où l'initiative a été lancée dans le même temps, sans avoir trouvé pour l'heure un relais suffisant au niveau du gouvernement ou du parlement. «Il y a encore quelques hésitations, reconnaît Eric Nussbaumer, qui représente Bâle-Campagne à Berne. On va peut-être suivre dans quelques mois.» Une différence d'attitude entre deux demi-cantons qui n'est pas sans évoquer les fractures à l'échelle nationale. Eric Nussbaumer ne doute pas qu'une majorité de la Conférence des gouvernements cantonaux se prononcera en faveur du paquet d'accords (il faut 18 cantons pour cela). Il y a toutefois une inconnue sur la question du type de référendum, avec la possibilité qu'une forte minorité se prononce en faveur de la double majorité, du peuple et des cantons, contrairement à ce que préconise le Conseil fédéral, qui s'en tient à un référendum facultatif (majorité simple). ■